

à la question que la déclaration conjointe de l'opposition avait laissée en l'air. Selon eux, les problèmes économiques du Canada disparaîtraient si seulement le gouvernement voulait adopter les politiques monétaires du crédit social. On ne peut que conclure du silence des députés des deux autres partis d'opposition, que ceux-ci ne partageaient pas la conviction des Créditistes pour lesquels la doctrine du crédit social offre un remède à tous nos maux.

À la fin de la semaine dernière, le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) a annoncé la formule que proposait le Nouveau parti démocratique pour résoudre nos problèmes économiques. Pour assurer la permanence de la croissance économique, le plein emploi et la stabilité des prix, il fallait, selon lui, que le gouvernement fédéral institue une planification économique. Mais il est tout à fait évident que le genre de planification économique par l'État qu'a proposée le chef du NPD ne recueille non plus aucun appui de la part des deux autres partis d'opposition, les conservateurs et les créditistes.

Pour fermer le cercle amorcé le mois dernier par les partis d'opposition, la Chambre est saisie aujourd'hui d'une motion du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) qui fournit au parti conservateur l'occasion d'exposer le remède qu'il préconise pour faire disparaître comme par magie tous nos problèmes économiques. Je regrette qu'il ne nous ait rien présenté de tel. Il ne devrait rien y avoir de surprenant à ce que les panacées prescrites par les conservateurs soient aussi rejetées par les deux autres partis d'opposition.

Comme je l'ai fait remarquer plus tôt, le chef du Nouveau parti démocratique a prétendu la semaine dernière que nous pouvons réaliser une forte expansion économique, le plein emploi et la stabilité des prix par le seul recours à une planification économique de la part de l'État. En soi, la planification économique est une idée si vague qu'elle est pratiquement dénuée de sens, car elle a adopté des formes radicalement différentes tant en théorie que dans la pratique. Le leader du NPD n'a certainement pas révélé grand-chose vendredi dernier quant à la nature de la planification économique qu'il voudrait voir adopter au Canada. Il a parlé en termes des plus vagues d'imposer des restrictions aux investissements pour assurer que ceux-ci se traduiraient en entreprises qui créent des emplois et à haute priorité sociale.

En abordant le problème de l'inflation dans le cadre de la planification économique, il n'a fait que souligner l'attitude entièrement ambivalente de lui-même et de son parti à l'égard de cette question importante. Son parti, a-t-il dit, avait préconisé une commission de révision des prix aux fins de vérifier, selon ses propres termes, «si les prix sont artificiellement gonflés ou s'ils montent par suite de réelles pressions économiques». Faut-il pour cette commission qui, semble-t-il, n'aurait aucun pouvoir d'exécution, de réussir dans sa tâche, le NPD était prêt, a-t-il dit, à appuyer des contrôles obligatoires des prix et des revenus.

Pendant l'hiver et le printemps de l'année dernière, cependant, le leader et le leader suppléant du NPD exigeaient tous les deux que le gouvernement institue immédiatement des contrôles obligatoires des prix et des

[L'hon. M. Benson.]

revenus. Parlant à la Chambre le 28 avril 1970, le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles déclarait:

A moins que le gouvernement ne veuille adopter une politique obligatoire de prix et de revenus, nous échouons devant la hausse des prix.

Si le député est toujours de cet avis, à quoi servirait, selon lui, l'établissement d'une commission de révision des prix impuissante?

Même si elles sont bien vagues, les propositions du chef du Nouveau parti démocratique visant la planification économique ne semblent pas représenter les opinions courantes de son parti, puisque cette question est justement très controversée dans ses rangs. Une partie de ses membres préconise l'établissement au Canada d'un État entièrement socialiste, tandis que d'autres favorisent une formule intermédiaire, ne serait-ce que pour des raisons de réalisme politique. Je doute fort qu'il y ait unanimité, même chez les membres du Nouveau parti démocratique, quant à la ligne de conduite tracée par le chef du NPD et à son application plus ou moins intégrale. Chose sûre, les amis du NPD dans le monde syndical semblent peu disposés à emboîter le pas, surtout si cela devait aboutir à l'intervention du gouvernement dans la négociation des conventions collectives.

• (3.30 p.m.)

Notre économie au Canada a longtemps reposé sur un mélange des secteurs privés et publics, dont la ligne de conduite est essentiellement déterminée par les forces du marché. Les gouvernements de presque toutes les nations occidentales ont mis au point une série de politiques et de programmes à long terme destinés à faire travailler ces forces à l'unisson, en vue d'une croissance forte et soutenue. Il n'y a pas de doute que nous avons fait des progrès considérables depuis plusieurs années car nous pouvons mieux diriger les forces du marché pour atteindre nos buts. Il n'y a pas de doute non plus qu'il y aura encore beaucoup à faire pour résoudre le dilemme où se trouve l'économie de tous les pays.

Comme le signalait le Conseil économique dans son dernier exposé, le principal défaut du point de vue économique dans le monde entier, au cours des années 1960, problème d'importance resté sans réponse en matière de politique, c'est qu'on n'a pu concilier judicieusement un emploi élevé et une stabilité relative des prix. Notre économie est constamment influencée par les diverses réactions des chefs d'entreprise, des actionnaires, des syndicats, des cultivateurs, des pêcheurs, et par bien d'autres groupes du secteur privé, par le jeu de circonstances sans cesse nouvelles au pays comme à l'étranger. Dans une économie libre et dynamique comme celle-là, il n'est pas facile de prévoir ou de juger de façon bien précise à quel moment une mesure fiscale ou monétaire se révélera efficace en guidant les forces commerciales vers le but désiré, et dans quelle mesure il faudra l'appliquer. Ce fut notamment le cas ces dernières années, alors que l'expérience acquise jusqu'ici s'est révélée de peu d'utilité pour le présent comme pour l'avenir.

Dans son discours sur la motion du NPD, vendredi dernier, le chef du parti conservateur signalait que les